

# « Je n'ai jamais voulu salir Molenbeek »

## Le ministre de l'Intérieur N-VA, Jan Jambon, détaille son plan pour lutter contre le terrorisme à Bruxelles.

Oui, il faut rester vigilant, la menace demeure. Non, il n'y a pas de raison de paniquer. Voilà en substance le message du ministre de l'Intérieur à la population, en cette fin d'année marquée par les attaques de Paris et l'alerte de niveau 4 à Bruxelles.

Jan Jambon détaille son plan en quatre axes pour lutter contre le terrorisme et la radicalisation : tolérance zéro et suivi ren-

forcé pour les combattants étrangers, intensification du suivi des faits de criminalité, renforcement de la présence de la police fédérale et lutte contre les réseaux de l'économie souterraine. « On va mener des actions spécifiques à Molenbeek, car on a constaté qu'il y a beaucoup de returnees. Mais la situation est comparable dans d'autres quartiers autour du Canal, précise le ministre. Ce qu'on fait à Molen-

beek, on va l'appliquer ailleurs. » Sept communes seraient concernées : Saint-Gilles, Anderlecht, Molenbeek, la Ville de Bruxelles, Koekelberg, Schaerbeek et Saint-Josse. « Le soutien pour les terroristes, dans les communautés, est plus présent que je ne pensais, explique le ministre à propos de la fuite de Salah Abdeslam. S'il peut se cacher si longtemps, c'est qu'il a du soutien dans les communautés. (...) Il y a

quand même une certaine sympathie, auprès d'une minorité de cette communauté, qui conduit à aider les terroristes. » Quant aux reproches d'avoir voulu salir l'image de Bruxelles et de Molenbeek, il s'insurge : « Comment peut-on dire ça ? Dans ces moments-là, on ne pense qu'à une chose : la sécurité des citoyens et des institutions. » ■

## « On vit toujours sous la menace d'un attentat »

- Le vice-Premier N-VA détaille son plan pour la zone du Canal.
- Son message aux Belges pas de panique, mais de la vigilance.

### ENTRETIEN

Une dernière interview et Jan Jambon s'octroie quelques jours de repos, sans guère s'éloigner de Bruxelles, niveau 3 oblige. Dès janvier, le vice-Premier N-VA présentera son plan pour Molenbeek au gouvernement.

#### Un énième plan ?

Nous l'avons élaboré après discussion avec la commune, la zone de police, la Région bruxelloise, parce que la Belgique, en matière de sécurité, c'est une lasagne institutionnelle. C'est un plan en quatre axes. Un, tolérance zéro et suivi renforcé pour les combattants étrangers. Deux, on constate que les radicalisés sont souvent impliqués dans des faits de criminalité comme la falsification de papiers, le trafic de drogue ou d'armes. Là, on va intensifier la détection et le suivi. Trois, on va renforcer la présence de la police fédérale, en soutien de la

police locale. Il y a des quartiers où la police devrait toujours être présente et ce n'est pas le cas, on doit renforcer ça. Quatre, on va lutter contre les réseaux de l'économie souterraine qui, parfois, financent les criminels.

#### Qu'entendez-vous par tolérance zéro pour les returnees ?

On sait très bien ce que vont faire ceux qui partent en Syrie : renforcer des groupes terroristes, qui commettent des actes criminels intolérables. Selon nous, ils doivent être mis en prison dès leur retour et jusqu'au procès, et il faut, pour eux, une procédure judiciaire accélérée.

#### Et pour empêcher les départs, un bracelet électronique ? Bart De Wever a exprimé des doutes.

Bart De Wever n'est pas convaincu que cela tienne la route, juridiquement. On avait eu ce même débat au sein du kern. Est-ce que cela peut être une mesure purement administrative ? Ou faut-il l'intervention d'un juge ? Il appartient aux juristes de voir ce qui est possible, nous ne sortirons bien sûr pas du cadre légal.

#### Quels sont les derniers chiffres de départs et de retours ?

À la mi-2014, on était à quinze départs

par mois pour la Syrie ; aujourd'hui, on est à cinq par mois. Cela a donc fortement diminué.

Au niveau des returnees, je pense que les procès qui ont eu lieu chez nous, à Anvers pour Sharia4Belgium, et maintenant à Bruxelles, ont un effet dissuasif. Il faut faire une distinction entre ceux qui reviennent de Syrie dégoûtés parce que ce qu'ils ont vu là-bas ne correspondait pas à leur « idéal » et ceux qui reviennent avec une mission : mener une action. Le danger est dans ce groupe.

#### Qui ne se trouve pas seulement à Molenbeek.

On va mener des actions spécifiques là-bas, parce qu'on a constaté qu'il y a beaucoup de returnees. Mais la situation est comparable dans d'autres quartiers autour du Canal, on a donc un plan pour la zone du Canal : ce qu'on fait pour Molenbeek, on va l'appliquer ailleurs. Je dois encore voir les bourgmestres.

#### Lesquels ?

Les communes concernées sont Saint-Gilles, Anderlecht, Molenbeek, la Ville de Bruxelles, Koekelberg, Schaerbeek et Saint-Josse.

Ce week-end, on apprenait que les profs

**de Bilal Hadfi avaient alerté sur sa radicalisation mais que l'information n'était pas remontée aux forces de l'ordre. Cela vous rend furieux ?**

*Je ne comprends pas qu'encore aujourd'hui, les gens qui ont des informations clés ne se mettent pas en contact avec la police. Nous devons communiquer davantage et répéter que le moyen le plus simple, en pareil cas, est de se mettre en contact avec la police locale, qui, ensuite, peut gérer.*

**Vous pensez que c'est de la négligence ou de l'angélisme ?**

*Sur le cas précis, je ne sais pas. Mais l'analyse plus générale que je fais, c'est que le soutien pour les terroristes, dans les communautés, est plus présent que je ne pensais. Si Salah Abdeslam peut se cacher si longtemps, c'est qu'il a du soutien dans les communautés. Je ne pensais pas que ce soutien était si important.*

**C'est un soutien par sympathie ou par respect d'une omerta ?**

*Après Charlie Hebdo, on a fait des enquêtes dans les écoles d'Anvers à forte population d'origine étrangère ; on a vu que la sympathie pour les terroristes n'était pas marginale. C'est donc un soutien par sympathie. Je n'ai pas d'indication d'une omerta.*

*Attention, je ne dis pas que le soutien émane de toute la communauté, hein ! J'ai toujours dit que la majorité des musulmans acceptent nos valeurs et veulent s'intégrer, je n'ai pas changé d'avis. Mais il y a quand même une certaine sympathie, auprès d'une minorité de cette communauté, qui conduit à aider les terroristes.*

**Cette aide a compliqué l'enquête ?**

*Ça, il faut le demander au parquet fédéral. Mais cela a facilité la fuite des suspects.*

**Comment pouvez-vous agir ?**

*Notamment via nos programmes de déradicalisation. Quelle offre mettons-nous contre celle que Daesh fait à ces gens ? Pas grand-chose.*

*Nous ne rappelons pas systématiquement nos valeurs sur Internet. Or, la plupart du temps, c'est sur Internet que passent les messages radicaux, pas dans les mosquées.*

*Nous travaillons à des contre-propositions sur Internet mais cela n'aura pas d'effet immédiat. Ces programmes*

#### SENTIMENT PERSONNEL

**« Le plus éprouvant, pour moi, c'était l'attaque à Verviers »**

**Charles Michel nous a confié qu'il avait vécu, le week-end du niveau 4, le moment le plus difficile de sa carrière et de sa vie. Vous aussi ?**  
*Pour moi, le moment le plus difficile, c'étaient les quelques minutes de l'attaque à Verviers. Entre le moment où j'ai reçu un SMS de la commissaire générale de la police « on commence » et le SMS « l'action est finie et on a*

*prennent du temps pour produire leurs effets.*

**Vous pensez que Salah Abdeslam est encore en Belgique ?**

*On n'a pas d'information précise, on tient donc compte du fait qu'il pourrait être en Belgique parce que c'est une des possibilités.*

**On est en niveau 3 pour longtemps ?**

*Aussi longtemps que nécessaire.*

**C'est tenable ?**

*Oui. Ce n'est pas ce qu'on veut mais nous n'avons pas le choix : aussi longtemps qu'il y a une menace possible et vraisemblable, on doit garder ce niveau 3.*

*Ce n'est pas parce qu'on est depuis longtemps en niveau 3 qu'on passe en niveau 2.*

**On vit donc toujours sous la menace d'un attentat ?**

*Absolument, mais elle n'est pas imminente.*

**A la longue, la vigilance des forces de l'ordre ne risque-t-elle pas de baisser ?**

*La vigilance des forces de l'ordre, oui, c'est un risque. Mais ce sont des professionnels. C'est un risque aussi pour les citoyens parce qu'on s'habitue. On doit trouver un équilibre : rester vigilant sans créer la panique.*

**Pour la fin d'année, vous dites aux Belges : amusez-vous comme d'habitude ?**

*Oui, mais en respectant les consignes des forces de l'ordre.*

**Le feu d'artifice de Bruxelles sera sous surveillance renforcée ?**

*On prend des mesures renforcées, que je ne vais pas vous détailler.*

**Idem pour les soldes ?**

*Certainement le premier jour ! (sourire)*

**N'en a-t-on pas trop fait, pour le niveau 4 ?**

*Je fais la distinction entre les mesures prises par le fédéral et l'implication des bourgmestres bruxellois. Je prendrais à nouveau les mêmes mesures, il n'y a pas de doute. Mais je pense qu'on devrait impliquer les bourgmestres.*

*réussi ». Je pense que ça a duré un quart d'heure. Ça, c'était le moment le plus dur pour moi.*

**Dans ces moments-là, vous pensez à quoi ?**

*J'espère que ça va bien se passer, qu'il n'y aura pas de victime. Le premier SMS que j'ai reçu disait « l'action a réussi, il y a deux morts ». Ma première réaction était « pas nos policiers ». Puis, immédiatement après, on m'a dit que les morts étaient deux terroristes. Verviers, c'était plus éprouvant que la « menace imminente d'attentat » en novembre ?*

*Oui, parce que je n'étais pas dans l'action. J'étais à mon cabinet, je ne*

*Au conseil national de sécurité, on a impliqué, pour les moments clés, les mi-*

*nistres-présidents. Mais on n'a pas tout le temps informé les bourgmestres de ce qui se passait, je pense qu'on aurait dû le faire. Parce que, du coup, les bourgmestres ont commencé à fermer les commerces, les piscines... Alors que ce n'était sans doute pas nécessaire, et ça a renforcé l'inquiétude de la population. On aurait pu agir de manière plus ciblée.*

**Vous voulez inviter les bourgmestres au conseil national de sécurité ?**

*Non ! S'il y a trop de monde, la réunion perd de son utilité. Mais il faut une concertation avec les bourgmestres, on peut les appeler.*

**Certains vous ont reproché d'avoir voulu salir l'image de Molenbeek et de Bruxelles. Comment peut-on dire ça ? Qui peut penser que, dans des moments de crise comme ceux-là, nous sommes en train de voir comment on peut salir Bruxelles ou Molenbeek ? Dans ces moments-là, on ne pense qu'à une chose : la sécurité des citoyens et des institutions. Yvan Mayeur dit qu'on a mis des tanks sur la Grand-Place pour abîmer l'image de Bruxelles... Ce n'est quand même pas moi qui ai décidé quel type de véhicule on allait envoyer, d'autant qu'il s'agissait en plus de véhicules blindés !**

**Le fédéral devrait aider Bruxelles à restaurer son image ?**

*Oui, le fédéral doit lancer une communication internationale pour Bruxelles. L'initiative revient plutôt au Premier ministre et au ministre des Affaires étrangères. Ce n'est pas encore décidé mais je soutiendrai l'idée. ■*

Propos recueillis par  
VÉRONIQUE LAMQUIN

**« Il y a une certaine sympathie, auprès d'une minorité de la communauté, qui conduit à aider les terroristes »**

*pouvais qu'attendre. En novembre, avec les attentats, c'était différent, on était au centre de crise, il y avait beaucoup de décisions à prendre. Il fallait agir.*

**Vous avez eu peur ?**

*Non.*

**Vous ne le diriez pas, de toute façon. J'étais conscient de ma responsabilité. Mais je n'ai jamais eu peur.**

**Vous étiez stressé ?**

*Je ne suis pas quelqu'un de stressé. Le stress n'aide pas. Il faut garder son sang-froid. On a juste une bonne dose d'adrénaline parce qu'on travaille 20 heures par jour.*

# 2019 « Nous reviendrons avec le communautaire »

**Faut-il fusionner les zones bruxelloises ?**

*Pour moi, oui. Cela permettrait un commandement unique.*

**Cela a manqué ces derniers temps ?**

*Oui. Pour les manifestations aussi. Le tracé Nord-Midi concerne trois zones de police ; un rapport a montré que la communication entre les zones n'était pas bien organisée.*

**Pour le niveau 4, cela aurait aidé aussi ?**

*Oui, je pense. Les six zones bruxelloises se plaignent d'un manque de moyens, je n'ai jamais ce type de demandes d'Anvers. Mais si un ministre N-VA parle de fusion, ce sera toujours vu par un prisme communautaire, je comprends ça. J'invite les Bruxellois à regarder cela par le prisme de la sécurité et à au moins étudier l'idée.*

**S'ils ne le font pas, vous le ferez à leur place ?**

*Non, c'est mieux que ça vienne des Bruxellois. Et je ne veux pas forcer le MR, qui est un partenaire très loyal. Nous avons signé un accord qui dit qu'on ne fait pas de communautaire.*

**Jusqu'en 2019 ou au-delà ?**

*Jusqu'en 2019.*

**En 2019, la N-VA pourrait préférer poursuivre sur sa lancée socio-économique ?**

*Soyez sûrs que, dans notre programme électoral de 2019, il y aura une grande partie d'exigences communautaires.*

**C'était déjà le cas en 2014 !**

*On devra trouver des partenaires.*

**Et si vous n'en trouvez pas ?**

*Avec des si, on met Paris en bouteille.*

**Un gouvernement Michel II, sans commu-**

**nautaire, n'est pas une option ?**

*Non, ce n'est pas quelque chose que je peux dire aujourd'hui. On verra en 2019 quel est notre poids électoral et si on a des partenaires pour réaliser les différents chapitres de notre programme. Et j'espère qu'on pourra avancer sur le plan communautaire.*

**Les partenaires ne se bousculent pas !**

*Peut-être que les faits peuvent convaincre. Exemple : on fait un grand tax shift mais il est défavorable aux Régions ; ce n'est pas normal. Il y a des améliorations à apporter.*

*J'espère que d'autres parties seront convaincus, en 2019, d'évoluer.*

**Vous vous sentez bien au fédéral ?**

*Oui, nous sommes en train de prendre les mesures dont la Belgique a besoin, elles ont un certain soutien en Flandre.*

**Pas en Wallonie ?**

*Le centre-droit est plus fort en Flandre qu'en Wallonie, il y a deux démocraties. Mais le seul sondage qui compte, c'est*

*2019. C'est pour ça qu'on veut donner beaucoup de confort au MR et ne pas venir avec du communautaire avant 2019.*

**Le gouvernement ne se chamaille plus ?**

*J'espère que chaque parti a compris qu'on n'a rien à gagner là-dedans. Ce qu'on fait, avec ce gouvernement, est un excellent produit. Mais nous avons fait des erreurs de marketing et d'emballage. Or, avoir un bon produit c'est bien, mais il faut le vendre !*

**Qui a fait des erreurs ?**

*Tout le monde, moi aussi. ■*

Propos recueillis par  
V.La.

## ANALYSE

### Une stratégie bien rodée

Jan Jambon termine mieux l'année qu'il ne l'avait commencée. Début 2015, l'opposition ne lâchait pas le vice-Premier N-VA, la législature s'annonçait périlleuse, pour lui et, par ricochet, pour l'attelage fédéral. Douze mois plus tard, le ministre de l'Intérieur affiche, dans les sondages, une popularité en nette hausse, en Flandre, mais aussi en Wallonie et à Bruxelles. S'il savoure incontestablement sa revanche, le citoyen de Brasschaat n'en laisse rien paraître. Il inclut, dans ces lauriers, trois coreligionnaires - Theo Francken, Steven Vandeput et Johan Van Overtveldt, point d'Elke Sleurs, un oubli volontaire ? Et en tire sa conclusion politique : « On voit enfin la vraie N-VA : des gens qui peuvent prendre leurs responsabilités, qui peuvent faire des compromis et qui tiennent leur ligne. Ça, c'est l'ADN de notre parti ! » Une ligne que les ministres N-VA tiennent, en réalité, depuis leur prestation de serment. La stratégie : décrocher un brevet de respectabilité ministérielle, fût-elle fédérale. Voilà pourquoi Jan Jambon et Theo Francken mettent un point d'honneur à donner leurs interviews dans la langue de Voltaire - que le vice-Premier maîtrise de mieux en mieux. Voilà aussi pourquoi ils tiennent leur rang, jamais pris en défaut, par exemple de crime de lèse-majesté. A charge pour d'autres, au sein du parti, d'assumer les positions communautaires ou ultra-droitières. Un jeu de rôle que la N-VA maîtrise mieux que tout autre parti. Et qu'assume sans complexe Jan Jambon. Des parlementaires déposent des textes hors accord de majorité ? Ils font leur boulot, répond-il. Bart De Wever est omniprésent ? C'est son rôle, dès lors qu'il s'agit de problématiques nouvelles (la crise des réfugiés).

V.La.